

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1907.

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1908 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. RAEMDONCK.

MESSIEURS,

Le projet de budget du Ministère de l'agriculture pour 1907 s'élève, pour le service ordinaire, à la somme de 12,417,338 francs, soit une augmentation sur le service ordinaire du budget précédent de 42,050 francs.

Les dépenses exceptionnelles s'élèvent à la somme de 169,000 francs, soit en diminution sur les dépenses exceptionnelles de l'exercice précédent de 260,000 francs.

Le projet de budget pour l'exercice 1908 prévoit, en conséquence, une diminution de 218,030 francs.

Les crédits sollicités s'élèvent ainsi à la somme de 12,586,328 francs pour les dépenses ordinaires et exceptionnelles.

EXAMEN EN SECTIONS

Dans la 1^{re} section. — Un membre exprime le vœu que le Gouvernement intervienne auprès des administrations communales des petites localités pour qu'il soit établi partout un plan d'alignement pour les constructions.

Un membre préconise des modifications à la police de roulage, notamment en ce qui concerne la circulation des automobiles.

Un membre appelle l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'améliorer la position des agronomes en leur facilitant les voyages et leurs déplacements dans leur ressort.

Un membre exprime sa satisfaction de ce que la forêt de Collfontaine est devenue la propriété de l'État.

(1) Budget, n° 4¹.

(2) La section centrale, présidée par M. Schollaert, était composée de MM. de Broqueville, de Ponthière, Pitsaer, Raemdonck, Braun et De Becker-Remy.

Un membre voudrait que le projet de loi sur l'organisation sanitaire fût porté à l'ordre du jour

Un membre préconise, pour les chiens, la muselière obligatoire afin d'empêcher les cas de rage.

Un membre désire savoir si on revisera bientôt la loi sur la voirie communale.

Un autre membre demande si le fonds destiné à l'entretien de la voirie vicinale de grande communication a déjà profité aux communes.

Le budget est voté par 11 voix et 7 abstentions.

Dans la 2^e section. — Un membre regrette le régime de la frontière à l'importation du bétail vivant.

D'autres membres approuvent ce régime.

Un membre demande un subside en faveur des sociétés de secours mutuel contre les dégâts aux récoltes.

Un membre préconise un nouveau cantonnement forestier dans le Luxembourg.

Le budget est voté par 12 voix et 5 abstentions.

Dans la 3^e section. — Un membre demande si le Gouvernement compte prendre des mesures contre la propagation de la rage.

Un membre voudrait une revision de la voirie vicinale en ce qui concerne la circulation des automobiles.

Un membre préconise des subsides en faveur des communes qui organisent des cours d'horticulture et d'arboriculture.

Un membre voudrait voir relever d'un seul département ministériel les tramways urbains et les chemins de fer vicinaux.

Le budget est voté par 6 voix contre 5 abstentions.

Dans la 4^e section. — Un membre demande l'établissement en Belgique d'une station de contrôle des semences; ainsi qu'un laboratoire de sérothérapie.

Un membre demande si les expériences contre la tuberculose, du professeur Heymans sont toujours également satisfaisantes.

Un membre préconise l'inscription dans le budget d'une somme de 15.000 francs pour les expositions horticoles et agricoles à l'étranger.

Un membre demande le vote de la loi instituant des comités agricoles pour la fixation des fermages.

Un membre désire savoir si déjà on a fait usage des crédits pour subsidier l'entretien de la voirie vicinale.

Le budget est voté à l'unanimité moins une abstention.

Dans la 5^e section, le budget est adopté par 9 voix contre 5.

Dans la 6^e section, un membre appelle l'attention du Gouvernement sur l'utilité d'ériger en Belgique un institut central d'hygiène.

Un autre membre fait observer qu'il ne faut pas multiplier à l'excès les rouages administratifs.

Un membre fait observer que la vente de liqueurs analogues à l'absinthe s'étend ; il insiste sur la nécessité de prendre des mesures contre le débit de certaines liqueurs nuisibles à la santé.

Un membre signale que les concours d'étables qu'on organise ne sont pas assez pratiques.

Un membre réclame pour la Flandre Occidentale une amélioration notable des chemins vicinaux.

Un membre préconise la limitation des charges et des poids qu'on peut faire circuler sur les chemins vicinaux.

Un membre demande une distribution d'eau potable dans les villes et les communes le long de la mer.

Un membre demande que l'inspection sanitaire chargée de surveiller l'abattoir de Bruxelles soit renforcée.

Un membre se plaint de la contamination des eaux du Rupel par les eaux provenant de la Senne.

Le budget est voté par 12 voix contre 2.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

I.

AGRICULTURE.

La section centrale rend hommage au département de l'agriculture qui, depuis bientôt vingt-quatre ans, travaille avec ardeur et succès à la prospérité d'une des branches les plus importantes de notre économie nationale et au relèvement de la population agricole.

Dans les rapports précédents nous avons établi, par des chiffres, les résultats obtenus grâce à une administration éclairée.

*
* * *

En citant les exemples qui suivent, en soulignant les progrès qui restent à réaliser dans le domaine agricole, la section centrale ne prétend pas innover. La plupart des questions ont reçu d'ailleurs un commencement d'exécution. Elle se borne à exprimer l'espoir qu'elles recevront tout le développement voulu. Si telle ou telle mesure préconisée par la section centrale paraissait insuffisante, elle la verrait avec grande satisfaction remplacée par une solution meilleure.

Importance de l'agriculture.

Nul ne met en doute l'importance primordiale de l'agriculture dans notre pays.

Tout d'abord, la classe des paysans est la plus nombreuse de toutes les classes de travailleurs. De plus, l'agriculture est un des grands facteurs

de la richesse nationale. Ainsi la production agricole annuelle était de un milliard 600 millions de francs en 1880. Si l'on faisait une estimation analogue pour 1907, on constaterait une augmentation considérable.

Il serait désirable de posséder également une estimation de la valeur immobilière du sol arable, des bâtiments de ferme, du capital d'exploitation.

Voilà des renseignements qui permettraient de se rendre compte de toute l'importance de l'agriculture. Des données similaires seraient également utiles pour l'horticulture.

La section centrale exprime le désir de voir le service de statistique agricole se mettre en mesure de fournir des renseignements précis à ce sujet.

*
* *
*

Utilité d'études scientifiques et sociales.

Il y a lieu de s'éclairer davantage sur la situation présente, de connaître les lacunes à combler, les desiderata à satisfaire. Ce n'est que lorsque l'on aura acquis une connaissance plus exacte et complète de la situation qu'il sera possible d'appliquer les remèdes avec plus de sûreté et plus d'efficacité.

On l'a dit avec infiniment de raison : « La connaissance du sol est le fondement de l'agriculture. »

Une étude approfondie et détaillée du sol belge, à la lumière de nouvelles données scientifiques, n'est pas inutile. Parce qu'il ignore les propriétés spéciales de ses terres, le cultivateur prodigue souvent trop d'efforts improductifs ; souvent il fait des dépenses inutiles d'engrais, emploie des semences défectueuses, en un mot, s'adonne fréquemment à une culture empirique.

L'étude du sol devrait être entreprise par des spécialistes, capables d'opérer des recherches sérieuses et de condenser leurs conclusions en un travail unique, qui déterminerait de façon scientifique les exigences du sol belge dans les diverses régions du pays.

Ainsi, par les travaux des géologues et des chimistes, on connaîtra l'origine du sol, sa composition, sa constitution physique, sa teneur en éléments essentiels ; l'agronome établira le quantum des principes utilisables et la valeur de la réserve alimentaire ; le botaniste et le météorologiste apporteront aussi de précieuses indications qui compléteront les enseignements recueillis par les premiers.

La grande utilité de ce travail a été reconnue par diverses notabilités du monde agricole à l'étranger ; en France, aux États-Unis, en Allemagne et dans divers congrès scientifiques et agricoles. Il a été commencé en Belgique, à la suite des délibérations d'une commission présidée par M. Proost. La section centrale ne peut que former des vœux pour son achèvement. A ce propos elle a posé la question suivante :

QUESTION.

« Qu'est-il advenu des vœux de la commission d'études des sols belges, dont les procès-verbaux ont paru au *Bulletin de l'Agriculture* ? »

RÉPONSE.

« L'étude de cette question très complexe n'est pas encore terminée. »

La section engage le Gouvernement à activer de plus en plus les travaux de cette commission.

*
**

Outre les données scientifiques, il convient de connaître tous les éléments relatifs à la condition sociale du cultivateur. Il n'est pas besoin d'énumérer tous les immenses avantages qui résulteraient d'une étude générale de cette nature. N'est-ce pas d'une étude semblable, dirigée par le Gouvernement en 1886, que sont sorties toutes nos lois sociales qui sont l'honneur de la Belgique, et que l'étranger nous envie et tente de copier ?

« L'un des meilleurs moyens, écrit un savant sociologue (1), pour les pouvoirs publics de servir le bien social est de procurer au pays les renseignements exacts qui dissipent les illusions, préviennent les erreurs, les mécomptes, facilitent les institutions utiles en permettant d'apprécier les nécessités et les remèdes. Ainsi peut-on dire que les enquêtes sont à la base de toute action sérieuse de l'État. »

Déjà en Belgique, M. Vliebergh, professeur à l'Université de Louvain, a terminé semblable enquête sur la Campine. On peut dire que sa publication extrêmement fertile en renseignements utiles a été une véritable révélation. La section centrale exprime le vœu que le Gouvernement encourage pareilles études, les stimule, et les étende à tout le pays.

Vœux des cultivateurs.

Chaque année les sociétés provinciales d'agriculture doivent envoyer au gouvernement les vœux des cultivateurs. La section centrale estime que c'est une excellente méthode de consulter ainsi les intéressés et elle engage le gouvernement à prendre de la même manière l'avis des associations libres. Ainsi il connaîtra encore mieux les besoins de l'agriculture nationale. A ce point de vue, il serait avantageux que les desiderata soient communiqués également à la Chambre.

Étude des progrès réalisés à l'étranger.

En même temps que la double étude scientifique et sociale que la section centrale préconise, certaines mesures, propres à combler des lacunes et à réaliser des réformes utiles, pourraient être développées.

Dans ce but, il convient de se tenir au courant de toutes les innovations agricoles qui voient le jour à l'étranger.

Suivre les progrès réalisés par les nations voisines, appliquer en Belgique, ce qui en est réalisable, perfectionner les procédés d'autrui, tels sont les moyens à employer pour tenir sa place dans la lutte économique et améliorer le bien-être de ses administrés.

Un membre de la section centrale, ayant participé au Congrès de laiterie

(1) Le R. P. VERNBERSCH, S. J., *Manuel social*, p. 169, ouvrage ayant obtenu le prix quinquennal des sciences sociales pour 1902-1906 par arrêté royal du 12 décembre 1907.

de La Haye, a pu se rendre compte par lui-même de certaines organisations relatives à l'agriculture en Hollande. Il a remarqué que le service des conseillers de laiterie s'est généralisé chez nos voisins, grâce à l'initiative des sociétés libres.

A Wageningen existe un institut supérieur d'agriculture dont certaines sections sont chargées de faire des expériences et de renseigner les cultivateurs. A Rotterdam il été établi un institut de sérothérapie admirablement outillé. L'administration de l'agriculture elle-même a été réorganisée en Hollande depuis 1902 sur des bases très pratiques.

Au congrès international de Vienne, on a été frappé des efforts et des sacrifices que s'impose le gouvernement autrichien dans l'intérêt de la science agricole. L'admirable organisation de l'Institut agronomique de Vienne, de la ferme expérimentale, d'une nouvelle station d'essais pour machines agricoles mérite d'être signalée.

Les Belges qui sont revenus du récent Congrès d'hygiène de Berlin ont pu se convaincre de la bonne organisation des services d'hygiène en Allemagne.

* * *

Les questions suivantes ont été posées au Gouvernement :

QUESTION.

« Le Gouvernement ne compte-t-il pas établir en Belgique une station de contrôle des semences comme il en existe à Vienne et à Wageningen (Hollande)? »

RÉPONSE.

« Les laboratoires d'analyses de l'État s'occupent déjà du contrôle des semences au point de vue de leur pureté, de leur pouvoir germinatif et de la détermination botanique des graines étrangères. »

» La question posée par la section centrale fait en ce moment l'objet d'un examen approfondi. »

QUESTION.

« Le Gouvernement compte-t-il établir en Belgique un établissement sérothérapique, comme il en existe à Rotterdam? »

RÉPONSE.

« Le Gouvernement des Pays-Bas a créé à Rotterdam, en 1904, un Institut sérothérapique qui produit divers vaccins et sérums, spécialement ceux qui sont destinés au service sanitaire des animaux domestiques. »

» L'Institut est chargé, en outre, des recherches relatives aux affections des animaux domestiques, encore imparfaitement connues, et des études scientifiques se rapportant aux règlements sur la tuberculose. Tous les frais de cet Institut sont supportés par l'État. »

» La Belgique ne possède pas d'établissement similaire, mais l'État met gratuitement à la disposition des cultivateurs, a) le vaccin contre le charbon bactérien; b) le vaccin contre le charbon bactérien et c) le sérum contre le rouget du porc.

» Le vaccin du charbon bactérien est fourni par la société Pasteur, celui du vaccin bactérien par une maison de Paris. Le sérum du rouget est livré par M. Scholl, médecin vétérinaire à Gembloux, la malléine par l'Institut Pasteur de Paris. De plus, l'école vétérinaire a un dépôt de sérum antitétanique acheté à l'Institut Pasteur de Paris et destiné à la vente.

» La fourniture gratuite des vaccins du charbon et du sérum du rouget a entraîné, en 1906, une dépense de 44,785 francs. Pour l'année 1907, cette dépense sera de 60,000 francs environ.

» L'administration de l'agriculture utilise en outre, dans des conditions prévues par les règlements, une grande quantité de tuberculine pour la recherche des foyers de tuberculose bovine et elle emploie la malléine comme diagnostic, pour la recherche des cas de morve chez le cheval.

» D'autre part, le Gouvernement suit avec intérêt les progrès de la science vétérinaire et encourage les travaux dus à l'initiative privée.

» C'est ainsi que la tuberculine lui a été livrée, depuis le commencement de 1906, par le laboratoire de M. le professeur Heymans, de l'université de Gand, qui, par cette fourniture, s'est libéré, en partie, du montant des subsides alloués par l'État pour ses recherches relatives à la vaccination antituberculeuse.

» Des vaccinations préventives contre la diarrhée des veaux ont aussi été faites en ces derniers temps, au moyen d'un sérum pris en Allemagne. Ces expériences ont donné de bons résultats.

» Il est donc pourvu actuellement à la plupart des besoins auxquels répond l'Institut de Rotterdam. Le Département examinera cependant avec une attention toute spéciale s'il y a lieu de prendre d'autres mesures de nature à faciliter davantage les recherches et études dont il s'agit.

* * *

QUESTION.

« M. le professeur Heymans s'est livré, avec le concours de l'administration, à une série d'expériences sur la vaccination antituberculeuse du bétail. La section centrale saurait gré à Monsieur le Ministre de la renseigner sur l'état actuel de la question. »

RÉPONSE.

« M. le professeur Heymans a continué, en 1906 et 1907, avec le concours du département de l'agriculture, les recherches qu'il a entreprises sur la vaccination antituberculeuse des bovidés.

» Il a été autorisé à vacciner dix mille bovidés. Cette opération n'a pas donné lieu à des accidents.

» On sait que M. le professeur Heymans a fait connaître les résultats de certaines de ses premières recherches à l'Académie royale de médecine, dans sa séance du 25 février 1907.

» En réponse à une question posée à ce sujet, par la section centrale.

chargée d'examiner le budget de l'agriculture de 1907, le Gouvernement a exprimé l'espoir que le vaccin de M. Heymans pourra être utilisé dans la lutte contre la tuberculose bovine. Rien n'est venu affaiblir cet espoir. Toutefois, avant d'employer la méthode de M. Heymans, à titre de mesure de prophylaxie officielle, divers points demandent encore à être élucidés. C'est pour cette raison que, par arrêté ministériel du 22 avril 1907, une commission a été instituée à l'effet de donner à l'administration un avis sur la valeur pratique de la vaccination antituberculeuse du professeur Heymans.

» Cette commission se propose de faire dans ce but une série de recherches de contrôle d'ordre divers, lesquelles demanderont nécessairement un temps assez long. »

Les Agronomes de l'État.

La vulgarisation des sciences agricoles se fait spécialement par les agronomes de l'État. Il paraît utile de rappeler les services qu'ils rendent par leurs conférences, leurs consultations écrites et verbales.

Les chiffres suivants donnent en partie une idée de l'activité de nos agronomes; ceux-ci ont en outre à fournir des consultations orales, à publier des articles de vulgarisation dans les journaux agricoles, à organiser et à contrôler les cours agricoles aux adultes, les cours d'horticulture, d'arboriculture, de culture maraîchère, les cours d'apiculture, d'aviculture, et sont chargés de la direction de nos écoles ménagères agricoles ambulantes ainsi que de notre enseignement professionnel agricole.

Nombre de conférences, de consultations écrites et de déplacements effectués par les agronomes, de 1895 à 1906.

	CONFÉRENCES						CONSULTATIONS ÉCRITES						DÉPLACEMENTS					
	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1895	1896	1897	1898	1899	1900
TOTAUX.	640	643	608	628	503	472	1472	1635	1793	1960	1882	1422	3750	3801	3762	3723	3797	4261

	CONFÉRENCES						CONSULTATIONS ÉCRITES						DÉPLACEMENTS					
	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1901	1902	1903	1904	1905	1906
TOTAUX.	478	591	794	844	823	870	1600	1880	2463	2597	2450	2406	4602	4664	4860	4343	4187	4697

L'idée a été émise par un membre de spécialiser le service des agronomes. L'essai tenté d'attacher un agronome exclusivement à l'étude de la culture

du houblon a donné les meilleurs résultats. Se basant sur cette expérience, on préconise la généralisation de la mesure et la division du service des agronomes par province et par branche. Cette mesure rencontrerait cependant une vive opposition de la part de certains membres qui font observer que l'agronome, étant sur place, est compétent pour traiter toutes les branches de l'agriculture, et que, dès lors, on compliquerait inutilement cette organisation.

L'idéal serait de trouver un juste milieu; il faudrait dans chaque province des agronomes chargés de la partie générale et de la partie administrative et en outre, dans les cas où la nécessité en serait démontrée, il conviendrait de spécialiser quelques-uns de ces agents, sans cependant subordonner ceux-ci aux premiers.

L'activité de ces fonctionnaires nous montre qu'il faut leur donner une situation, à laquelle il leur est permis de prétendre; qu'il importe de relever leurs traitements, leurs frais de déplacements au niveau de ceux des agents du service vétérinaire, du service de l'inspection des denrées alimentaires et d'autres services analogues.

En ce qui concerne les déplacements remarquons que si l'agronome doit être un homme d'études, sa place est encore plus à la ferme, pour renseigner et instruire le fermier, que dans son cabinet de travail.

Pour faciliter ces déplacements et ses visites quotidiennes chez le cultivateur, certains membres sont d'avis qu'un permis de libre parcours sur les voies ferrées dans son ressort se justifierait pleinement.

* * *

Concernant l'enseignement ménager et le développement de ces écoles ambulantes, la question suivante a été posée :

QUESTION.

« L'enseignement ménager se répand à la campagne, au moyen d'une ou deux écoles par province, qui donnent des cours temporaires d'une durée de quatre mois dans chaque commune.

« Quels en sont les résultats? »

RÉPONSE.

« Diverses institutions contribuent actuellement à la diffusion de l'enseignement ménager agricole dans les campagnes, à savoir :

- a) 10 écoles ménagères ambulantes;
- b) 3 sections professionnelles agricoles;
- c) 1 section ménagère agricole permanente;
- d) 15 écoles ménagères agricoles permanentes.

« D'après les rapports des fonctionnaires chargés de l'inspection de cet enseignement, les cours sont bien suivis et donnent de bons résultats.

« Les écoles ménagères agricoles ambulantes surtout rendent des services signalés et très appréciés à en juger par la faveur dont elles jouissent. »

Expositions agricoles.

QUESTION.

« Ne pourrait-on insérer au budget de l'agriculture un crédit de quinze

mille francs destiné à subsidier les expositions agricoles et horticoles à l'étranger ? »

RÉPONSE.

« Pour des raisons d'ordre et de comptabilité, il a été décidé de centraliser tous les crédits, pour l'organisation des expositions à l'étranger, au budget du Ministère de l'Industrie et du Travail, qui a ces expositions dans ses attributions. »

* * *

A propos d'expositions agricoles la section remarque que ces dernières années on a vu s'accroître les efforts vers l'amélioration du petit bétail : porc, chèvre, mouton. Cette tendance à s'intéresser aux petits cultivateurs et aux ouvriers agricoles doit être encouragée de plus en plus.

Nous voyons d'importants congrès s'organiser à ce propos et de vastes fédérations se former.

La section centrale serait d'avis étant donnée la situation toute particulière de la Belgique au point de vue du morcellement de la culture, de favoriser ce mouvement, notamment en instituant tous les deux ou trois ans un grand concours national de petit bétail de même qu'on le fait pour les chevaux et le gros bétail.

Situation actuelle de l'horticulture en Belgique. — Moyens d'y apporter des améliorations.

Toutes les branches de notre horticulture nationale ont pris une grande extension. L'horticulture prend possession des terrains jusqu'ici exclusivement consacrés à l'agriculture proprement dite.

En effet, les cultures intensives se développent de plus en plus et spécialement la culture maraîchère.

Il y a à peine quelques années, la culture des légumes était localisée aux environs des grandes villes, et la production était limitée à la consommation immédiate. A la moindre surproduction, les produits ne trouvaient plus acheteur.

Actuellement, la production de légumes est plus étendue, grâce aux fabriques de conserves qui absorbent toute la quantité produite, et grâce aussi aux moyens faciles d'exportation de certains produits.

Pour se rendre compte de l'importance de l'industrie des conserves de légumes, on n'a qu'à se rendre dans les localités où travaillent ces fabriques; (Malines, Louvain, Wespelaer, Duffel, etc.), on y verra quelle énorme quantité de produits maraîchers on y prépare pour les expédier dans les différents pays du monde entier.

On produit surtout dans ces contrées des asperges, des pois, des haricots, des tomates, des choux-fleurs, des céleris, des pommes de terre hâtives, des épinards, des scorzonères, de la rhubarbe, de la chicorée witloof et des choux de Bruxelles.

Aux environs de ces fabriques de conserves, les exploitations agricoles

diminuent, car chaque cultivateur utilise une bonne partie de ses terres à la production de légumes. Il cultive non seulement pour les marchés de nos centres industriels mais aussi pour l'approvisionnement de ces fabriques.

L'arboriculture fruitière aussi a pris un développement notable, surtout la culture sous verre; elle se généralise de plus en plus. On peut citer l'exemple de telle commune du Brabant, qui a une population de 4,000 habitants, et qui compte 6,000 serres à vignes et à pêches.

La quantité de fruits produits est énorme. Différentes communes fournissent, non seulement des fruits à tous les marchés de l'intérieur, mais une grande quantité est expédiée à l'étranger : en Allemagne, en Angleterre et en Amérique.

La France, protectionniste, a voté des droits d'entrée sur l'importation de nos raisins. La viticulture belge en a été atteinte. Mais maintenant qu'on a trouvé de nouveaux débouchés, spécialement l'Angleterre et l'Amérique, la culture prend toujours de plus en plus d'extension.

Non seulement l'arboriculture sous verre a pris un grand développement, mais également les plantations à l'air libre prennent chaque année une extension de plus en plus grande. Les vergers se multiplient et à chaque saison on plante des milliers et des milliers de jeunes arbres fruitiers.

Aussi nos pépinières d'arbres fruitiers et d'arbres d'ornement prennent un grand développement.

Aux environs de Wetteren, Malines, Putte-lez-Malines, Wavre-Notre-Dame, Montaigu, Calmpthout, Lokeren, Beernem, etc., on rencontre des pépinières qui sont partout renommées.

Les produits de nos vergers constituent une grande ressource pour notre agriculture. Nous constatons, par le recensement agricole de 1906, que la superficie de nos vergers s'élève à 63,570 hectares.

La *floriculture* aussi a pris une extension dont on peut se rendre compte en visitant, le matin, les différentes halles où les produits sont vendus. Certains établissements horticoles exportent en destination de Paris, chaque année, une énorme quantité de roses coupées, alors qu'au même temps la France nous envoie ces roses sans parfum du Midi, que l'on vend un peu partout dans les grandes villes.

Aussi, aux environs des grandes villes, on voit de nombreux établissements horticoles, qui produisent annuellement de grandes quantités de fleurs coupées. Souvent aussi ces horticulteurs font la culture de la tomate et du fraisier, à l'époque où leurs serres ne sont pas occupées par la floriculture.

Aux environs de Gand et de Bruges, la floriculture s'est développée extraordinairement.

On y cultive spécialement l'azalée de l'Inde, le laurier noble, le bégonia tubéreux, plantes qui sont exportées dans le monde entier.

Dans la banlieue de Gand, ces cultures sont faites par de simples fermiers, qui vendent leurs produits aux grands établissements horticoles.

Ces résultats obtenus sont beaux. Nous pouvons dire que l'horticulture est devenue une branche importante de la culture de la terre.

Mais à quoi attribuer ce résultat obtenu ?

1° A la nécessité pour le cultivateur de faire une culture plus intensive; par conséquent de faire produire à sa terre un maximum de produits.

La population augmentant chaque année, il faut d'abord plus de produits, et par cette même cause les grandes propriétés et exploitations sont souvent morcelées.

Sur un hectare de terrain maraîcher, pourvu de quelques serres et châssis, tout un ménage trouve son occupation et son gagne-pain, alors qu'il faudrait au moins 5 ou 6 hectares de terrains agricoles pour obtenir les mêmes résultats.

Pour la floriculture, le terrain pour un établissement ne dépasse quelque fois pas le quart d'un hectare.

2° A l'enseignement horticole.

Dès l'école primaire, l'instituteur des régions intéressées prépare les enfants des cultivateurs à faire plus tard la culture d'une façon méthodique; il les prépare, en outre, à suivre, plus tard, avec fruit les conférences qui se donnent actuellement dans tous les centres horticoles, et qui rendent incontestablement de très grands services. Les professeurs sont choisis avec soin sur l'avis des sociétés intéressées. Un cours de perfectionnement a été organisé dernièrement pour ces conférenciers.

Il y a quelque temps, le ministre de l'agriculture a institué des écoles primaires professionnelles d'horticulture, où se donnent des cours le dimanche et pendant la période d'hiver, le soir, en semaine.

Ces écoles, où l'enseignement pratique et théorique est donné par des professeurs compétents et dévoués, rendent sûrement de très grands services aux horticulteurs.

Puis nous avons nos écoles d'horticulture de l'État de Vilvorde et de Gand, ainsi que les écoles subsidiées de Liège, Mons, Tournai et Carlsbourg, qui ont formé et qui forment encore des hommes compétents au double point de vue pratique et théorique. Ces écoles sont surveillées d'ailleurs par des conseils qui comprennent les plus hautes notabilités et les meilleurs professionnels du monde horticole.

3° Aux encouragements divers à l'horticulture pour les expositions, les congrès etc.

Aussi les horticulteurs, maraîchers, arboriculteurs et fleuristes savent gré au ministère de l'agriculture pour tout ce qui a été fait en faveur de l'horticulture.

* * *

Il y a cependant encore quelques améliorations à apporter en faveur de l'horticulture. Somme toute, l'industrie horticole étant une branche très importante et très spécialisée de l'agriculture, il paraît rationnel de spécialiser dans une certaine mesure les services techniques et administratifs qui doivent présider à son développement. Pour les questions forestières, il a été établi depuis longtemps une administration spéciale.

Les agriculteurs, peuvent s'adresser à l'agronome de l'État de leur région, pour recevoir de lui tous les renseignements dont ils ont besoin, au point de vue de leur culture et de l'exploitation de leur terrain.

Au point de vue agricole cette organisation fonctionne à merveille, rend de très grands services ; les agriculteurs en sont très satisfaits.

Au point de vue forestier, il existe un service semblable très bien organisé.

Il n'en est pas complètement ainsi pour les horticulteurs. Ceux-ci peuvent s'adresser aux conférenciers horticolas, aux professeurs des écoles d'horticulture, aux chefs de culture du jardin botanique, qui donnent les renseignements avec la compétence voulue.

Mais ils n'ont pas assez recours aux services de ces spécialistes parce qu'ils ne sont pas assez connus. Il serait bon de publier une liste de ceux qui, par leurs fonctions, doivent être à la disposition des intéressés.

Certains conférenciers horticolas se plaignent d'être inspectés par des ingénieurs agricoles. La *Tribune horticole* se faisait encore l'écho de leurs revendications dans son numéro des 2-9 et 16 novembre dernier.

Il y a un moyen facile de leur donner satisfaction en établissant un contrôle spécial dans différents points du pays.

Comme nous avons dans les différentes régions des écoles d'horticulture de l'État et des écoles subsidiées, il serait peut-être possible de charger les professeurs chefs de culture de ces établissements de ce contrôle.

Les personnes qui donnent les cours dans ces écoles sont tout indiquées, puisque tout en étant dans l'enseignement, elles sont également chargées de culture, et ainsi à la hauteur du progrès de leurs branches respectives.

Comme la plupart des conférences se donnent le dimanche et plus rarement le soir en semaine, ces fonctionnaires pourraient, sans négliger leur service, être chargés de cette mission.

Cette organisation n'occasionnerait pas de bien grandes dépenses, car il suffirait de faire une tournée tous les deux ou trois ans.

*
* * *

Il serait de toute utilité de faire procéder dans notre pays au recensement horticole, tel que cela se pratique en Hollande.

Ainsi nous voyons dans les *Verlagen en mededeelingen* du Ministère de l'Agriculture que, en 1905 on comptait dans les différentes provinces néerlandaises le nombre très respectable de 1,725,035 mètres carrés de châssis vitrés destinés à la culture maraîchère. Nous y trouvons encore que l'on exporte annuellement pour environ 50,000,000, de florins de légumes.

Il serait très intéressant de savoir quel est pour notre pays la valeur des produits horticolas exportés.

Ces renseignements et bien d'autres encore, concernant l'horticulture, pourraient être publiés par la voie du *Bulletin de l'Agriculture*, ce qui rendrait évidemment de réels services à l'horticulture.

En résumé : 1° Il serait utile de nommer parmi les professeurs d'horticulture étant dans la pratique, et de préférence les professeurs de culture des écoles d'horticulture, des conseillers de l'horticulture et de les charger d'un service de renseignements pour les cultivateurs ;

2° De charger ces mêmes agents de l'inspection des conférences horticoles. Ces conférences se donnant le dimanche, ils pourront remplir cette mission sans aucun préjudice pour leur service ordinaire.

3° Cette organisation aurait un double avantage :

- a) d'établir un service qui donnerait satisfaction aux horticulteurs;
- b) de ne pas créer des postes nouveaux entraînant de grandes dépenses; il suffirait d'allouer une indemnité à ces fonctionnaires.

4° Faire paraître dans le *Bulletin de l'Agriculture* le résultat d'expériences concernant les cultures horticoles, le résultat du recensement horticole en Belgique, les meilleurs modes de culture, et rendre ainsi le bulletin non seulement utile pour l'agriculture, mais également pour l'horticulture nationale.

* * *

La question ci-après a été posée au Gouvernement :

QUESTION.

« Le conseil d'administration de l'école d'horticulture de Gand a demandé l'autorisation d'acheter un terrain, utile au développement de l'enseignement horticole. Le Gouvernement pourrait-il activer la proposition d'achat ? »

RÉPONSE.

« Le Gouvernement ne perd pas la question de vue, mais l'élévation du prix demandé pour le terrain qu'il s'agirait d'acquérir, a ralenti les négociations et fait envisager d'autres solutions. »

II.

EAUX ET FORÊTS.

Il appartient à cette administration de poursuivre la reconstitution du domaine boisé de l'État et de s'attacher surtout à acquérir des bois à riche matériel, laissant aux particuliers le soin de produire surtout les résineux, car les feuillus de fortes dimensions comportent une trop longue révolution et un taux de placement trop faible pour espérer que les particuliers s'en chargeraient.

A ce point de vue, on pourrait examiner s'il ne conviendrait pas aussi de favoriser les communes qui achèteraient des forêts semblables.

Le ressort des agents est actuellement trop étendu; il comporte jusqu'à 11,850 hectares de bois (la moyenne est de 6,500 hectares environ). Il y aurait peut-être lieu de suivre l'exemple de l'Allemagne en augmentant le nombre des cantonnements.

Quant au boisement des dunes littorales, les agents forestiers, par les études qu'ils ont faites, ont une compétence spéciale. Le service des ponts et chaussées pourrait, semble-t-il, y recourir davantage et s'attacher parfois temporairement des agents forestiers.

Dans tous les domaines l'expérimentation est utile; on devrait donc développer le service des expériences forestières et examiner la possibilité de

créer une station de recherches, à l'exemple de ce qui existe dans divers pays de l'Allemagne, en Autriche, en Suisse et en France.

De même que nous l'avons signalé, pour l'agriculture, il est à conseiller de faciliter les études à l'étranger du jeune personnel technique de l'administration forestière.

III

HYGIÈNE

Outre les administrations très importantes de l'Agriculture, des Eaux et forêts, le Département de l'Agriculture comprend celle de l'Hygiène et de la Voirie, qui président à des intérêts non moins considérables.

Ainsi qu'il convient du reste, les divers services se développent et se spécialisent de plus en plus. On avait d'ailleurs exprimé plusieurs fois le désir à la Chambre de donner plus d'extension à l'hygiène.

L'administration du service de santé et de l'hygiène a été l'objet d'une réorganisation ; elle a été séparée de la voirie communale avec laquelle elle était associée. Cette mesure permettra de donner une orientation plus précise aux travaux de ce service et une plus grande souplesse dans son action.

L'administration réorganisée a déjà pris des initiatives intéressantes qui méritent d'être encouragées.

Signalons l'initiative du service de santé et de l'hygiène qui consiste dans les études effectuées sur la stérilisation des eaux potables, la déferrisation des eaux ferrugineuses, l'épuration des eaux résiduaires. Le Gouvernement subventionne généralement, pour un tiers de la dépense, tous les travaux d'hygiène qui sont exécutés par les communes. Or, depuis que l'on épure les eaux d'égout, qu'on stérilise les eaux potables ou qu'on les déferrise, qu'on leur fait subir différentes opérations pour les améliorer, on doit souvent appliquer de nouveaux procédés dont on ne connaît pas encore la valeur. Avant d'en faire l'application en pratique, on a été bien inspiré en les soumettant à des expériences sérieuses, car les communes ne sont pas en mesure de procéder ainsi. Les études qui sont faites servent à renseigner, non seulement le Gouvernement pour l'usage de ses subsides, mais aussi les nombreuses administrations communales sur les projets qu'elles doivent adopter.

La question des eaux potables mérite toute sa sollicitude : la Belgique n'est pas encore suffisamment approvisionnée en eau potable. Une enquête a été faite par le Conseil supérieur de l'hygiène sur les eaux potables de Belgique, elle devrait être complétée à fur et mesure par des documents récents. L'épuration des eaux d'égout et des eaux industrielles qui polluent nos cours d'eau doit faire l'objet des préoccupations du Gouvernement, car c'est une question bien complexe et dont l'étude incombe à l'État.

L'inspection des denrées alimentaires est placée sous les auspices du service de santé et de l'hygiène. En effet, la loi a conféré au Gouvernement le droit de réglementer, de surveiller les denrées alimentaires dans un but de protection de la santé publique; n'y aurait-il pas lieu de reviser et de simplifier la réglementation? Je veux surtout faire allusion aux trois aliments les plus importants: le lait, le beurre, la viande. Il importe d'assurer leur salubrité. Le lait, par exemple, renferme souvent le bacille de la tuberculose; n'y aurait-il pas lieu d'examiner quelles sont les mesures à prendre pour empêcher les contaminations.

Un membre recommande le projet de réglementation qui a été élaboré par une commission de la Société nationale de laiterie, sous la présidence de M. Maenhaut.

QUESTION.

« Le département de l'hygiène ne juge-t-il pas qu'il pourrait accorder des subsides aux administrations communales qui annexent des bains-douches aux écoles? »

RÉPONSE.

« Les crédits mis à la disposition du département de l'Agriculture par l'article 31 du budget, sont exclusivement affectés à encourager l'exécution de travaux dont le but essentiel, principal, est l'amélioration de l'hygiène publique et dont doivent tirer profit la généralité des habitants d'une localité; ainsi en est-il des distributions d'eau, des égouts, des abattoirs, des bains publics.

» Lorsque ces travaux ont une destination plus spéciale, lorsqu'ils forment en quelque sorte le complément, l'accessoire d'autres installations, c'est aux départements dont celles-ci dépendent à les subsidier, s'ils le jugent utile.

» Les bains-douches scolaires rentrent indiscutablement dans cette dernière catégorie; assurément ils intéressent grandement l'hygiène, comme l'intéressent aussi la ventilation, l'éclairage et le chauffage des locaux scolaires, la construction de salles de jeu, de gymnastique, l'installation de lavabos, de vestiaires, etc., etc. Ils font partie intégrante du *tout* que constitue l'école; les subsides qui seraient éventuellement alloués pour leur établissement doivent donc être logiquement prélevés — comme ils l'ont d'ailleurs été dans le passé — sur les fonds dont dispose l'administration de l'enseignement primaire. »

IV.

VOIRIE.

Malgré tous les efforts du département de l'agriculture et de beaucoup d'administrations communales, la voirie vicinale en Belgique laisse encore beaucoup à désirer. L'immense progrès réalisé ces dernières années, est insuffisant.

Nous ne comptons pas traiter dans toute son ampleur la question du

classement de la voirie, nous l'avons fait les années précédentes, notamment lors de la rédaction du rapport pour l'exercice 1907.

Cependant différentes idées ont été exprimées en section centrale.

On a demandé notamment de majorer les subsides en faveur des communes pour l'empierrement des chemins vicinaux, de prendre des mesures urgentes pour que l'entretien de la voirie vicinale de grande communication soit subsidiée.

QUESTION.

« L'an dernier un crédit de 1,000,000 a été voté pour aider les provinces et les communes à entretenir les chemins vicinaux de grande communication.

» Monsieur le Ministre pourrait-il nous dire si ce crédit a été distribué et s'il a donné un résultat appréciable? »

REPONSE.

« L'allocation de subsides pour l'entretien des chemins de grande communication est subordonnée à la mise en adjudication des travaux. Par suite du retard apporté dans plusieurs provinces au travail préparatoire de classement demandé par le Gouvernement, on n'a pu procéder jusqu'à présent, dans les provinces, à l'adjudication.

» Les résultats de l'intervention de l'État dans les dépenses occasionnées par l'application du nouveau régime ne pourrait être appréciés judicieusement qu'après un certain nombre d'années. »

Police de roulage.

On a insisté sur la revision de la police du roulage. Cette mesure s'impose. On a préconisé la limitation des poids qui peuvent circuler sur les chemins vicinaux.

Il arrive fréquemment que des administrations communales qui entretiennent fort bien leurs chemins, constatent que, par le fait d'un seul commerçant qui charge ses chariots d'un poids excessif, leurs voies sont constamment détériorées, et ces administrations communales sont désarmées devant ces excès. Une revision de la police de roulage est urgente.

Des voies cyclables sont établies le long de beaucoup de routes de l'État. La bicyclette est devenue actuellement le véhicule à la portée de toutes les bourses, et à l'usage des ouvriers et des cultivateurs. Il ne paraît pas inutile de signaler que le long de certaines routes vicinales des voies cyclables auraient leur grande utilité.

Pour la circulation des automobiles, une revision de la police du roulage s'impose encore; des accidents très fréquents sont à déplorer, suivis souvent de mort d'hommes. Une solution doit être trouvée qui sauvegarde la vie du public, sans enrayer les progrès de ce mode nouveau de locomotion qui est appelé à rendre dans l'avenir de très grands services.

Il y a quelques années à peine la bicyclette était un instrument de luxe, il est en ce moment à la portée de toutes les bourses et devenu le véhicule démocratique par excellence.

Qui peut dire quelle sera la destinée de l'automobile?

Des mesures urgentes s'imposent à l'heure actuelle. Diverses solutions ont été préconisées, le Sénat en ce moment s'en occupe. Il y a lieu d'espérer qu'on trouvera une solution satisfaisant tous les intérêts, sans sortir du droit commun.

L'attention de la section centrale a été appelée sur une anomalie concernant le roulage des automobiles. Par arrêté royal, une prescription impose aux conducteurs d'automobiles de placer deux plaques sur leurs machines. Et l'administration n'en délivre qu'une seule par machine. Des conducteurs ont été poursuivis devant le tribunal pour ne point s'être conformés au règlement général, et par arrêt de la Cour de cassation, il a été constaté qu'en fait l'administration ne délivre aux automobiles qu'une des deux plaques prescrites par l'arrêté royal.

La question suivante a été posée.

QUESTION.

« La revision de la police du roulage est urgente. Elle relève du département de l'agriculture et de celui des travaux publics.

» Monsieur le Ministre pourrait-il nous dire si nous serons bientôt saisis d'un projet ? »

RÉPONSE.

« Un projet de modification de la partie du règlement sur la police du roulage concernant notamment la circulation des automobiles, a été élaboré et est actuellement soumis à l'examen du département des travaux publics.

» La revision générale de la loi du 1^{er} août 1899 est à l'étude; le département de l'agriculture apportera à ce travail toute l'activité nécessaire. »

Dépenses extraordinaires.

QUESTION.

A l'article 40, une dépense extraordinaire est prévue de 50,000 francs pour l'aménagement de l'institut de Gembloux. Souvent la section centrale a insisté sur la nécessité d'organiser l'institut agricole de manière à réunir autour de chaque chaire toutes les installations modèles au point de vue technique et au point de vue pédagogique. Elle désirait savoir ce qui reste encore à faire sous ce rapport pour compléter les installations ?

RÉPONSE.

Le programme des améliorations à réaliser à l'Institut agricole de Gembloux figure dans la note préliminaire de l'exposé du budget du département de l'Agriculture pour l'exercice 1903.

Toutes ces installations seront terminées en 1908, sauf celles relatives aux cours de technologie et de zootechnie.

*
* *

Le budget est voté à l'unanimité par les membres de la section centrale.

Le Rapporteur,

A. RAEMDONCK.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.



(20)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 DECEMBER 1907.

Begrooting van het Ministerie van Landbouw voor het dienstjaar 1908 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER RAEMDONCK.

MIJNE HEEREN.

Het ontwerp van begrooting voor het Ministerie van Landbouw, dienstjaar 1908, bedraagt voor den gewonen dienst 12,417,338 frank, zijnde 42,030 frank meer dan voor den gewonen dienst der begrooting van 1907 werd toegestaan.

De uitzonderlijke uitgaven beloopt 169,000 frank, of 260,000 frank minder dan het voorgaande dienstjaar.

De raming van kosten voor het dienstjaar 1908 bedraagt bijgevolg 218,030 frank minder.

De aangevraagde kredieten beloopt derhalve 12,586,328 frank voor de gewone en de uitzonderlijke uitgaven.

ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN.

1^{ste} afdeeling. — Een lid drukt het verlangen uit, dat de Regeering zou aandringen bij de gemeentebesturen der kleine plaatsen, opdat er overal een rooiplan voor de gebouwen worde opgemaakt.

Een ander verlangt wijzigingen in de politie op het vervoer, inzonderheid wat betreft het verkeer per motorrijtuig.

Een lid vestigt de aandacht van de Regeering op de noodzakelijkheid om den toestand der landbouwkundigen te verbeteren, door hunne reizen en verplaatsing binnen hun gebied te vergemakkelijken.

Een lid drukt zijne voldoening uit, omdat het bosch van Colfontaine Staatseigendom is geworden.

(1) Begrooting, n^o 4 ^{vi}.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Schollaert, voorzitter, de Broqueville De Ponthière, Pitsaer, Raemdonck, Braun en De Becker-Remy.

Een lid zou willen dat het ontwerp van wet op de inrichting van den gezondheidsdienst aan de dagorde worde gebracht.

Een lid is van oordeel, dat men den muilband voor honden verplicht moet maken, ten einde de gevallen van hondsdoelheid te voorkomen.

Een lid verlangt te weten of de wet op de gemeentewegen weldra zal herzien worden.

Een ander lid vraagt of het fonds, bestemd tot het onderhouden der buurtwegen van groot verkeer, reeds voordeel verschaft aan de gemeenten.

De begrooting wordt goedgekeurd met 11 stemmen en 7 onthoudingen.

2^e afdeeling. — Een lid betreurt dat de grens gesloten blijft voor levend vee. Andere leden keuren dat stelsel goed.

Een lid vraagt dat eene toelage worde geschonken aan de maatschappijen tot onderlingen bijstand tegen beschadiging van den oogst.

Een ander lid verlangt een nieuw bosch-kantonnement in Luxemburg.

De begrooting wordt goedgekeurd met 12 stemmen en 5 onthoudingen.

3^e afdeeling. — Een lid vraagt of de Regeering voornemens is maatregelen te nemen tegen de uitbreiding van hondsdoelheid.

Een lid verlangt herziening van de buurtwegen, met het oog op het verkeer van motorrijtuigen.

Een lid stelt voor, toelagen te verleenen aan gemeenten die leergangen voor tuinbouw en boomteelt instellen.

Een lid zou willen dat de stedelijke tramwegen en de buurtspoorwegen afhangen van een enkel ministerie.

De begrooting wordt goedgekeurd met 6 stemmen en 5 onthoudingen.

4^{de} afdeeling. — Een lid vraagt dat er in België tot stand kome eene inrichting voor het onderzoek der zaadsoorten, en een laboratorium van serotherapie.

Een lid wenscht te weten of de proefnemingen tegen longtering, door prof. Heyman genomen, nog steeds voldoende uitslagen opleveren.

Een lid verlangt dat op de begrooting worde uitgetrokken eene som van 15,000 frank voor de tuin- en landbouwtentoonstellingen in den vreemde.

Een lid geeft den wensch te kennen dat eene wet worde gemaakt tot het instellen van landbouw-comiteiten voor het vaststellen der pachten.

Een lid verlangt te weten of er reeds gebruik werd gemaakt van de kredieten om toelagen te schenken voor het onderhoud der buurtwegen.

De begrooting wordt eenparig min eene onthouding aangenomen.

5^{de} afdeeling. — De begrooting wordt goedgekeurd met 9 stemmen tegen 5.

6^{de} afdeeling. — Een lid vestigt de aandacht van de Regeering op het nut dat er aan verbonden is in België een centraal instituut voor gezondheidsleer op te richten.

Een ander lid doet opmerken dat het bestuursraderwerk niet in het oneindige behoort uitgebreid te worden.

Een ander lid doet uitschijnen dat de verkoop van likeuren die aan

alsemdrank gelijken, toeneemt; hij acht het noodzakelijk maatregelen te nemen tegen het slijten van zekere voor de gezondheid schadelijke dranken.

Een lid meent dat de ingerichte stallenwedstrijd niet practisch genoeg is.

Een lid vraagt voor Westvlaanderen merkelijke verbetering van de buurtwegen.

Een lid acht dat de lading en het gewicht, waarmede men op buurtwegen mag rijden, dient te worden beperkt.

Een lid vraagt om eene leiding van drinkbaar water in de steden en gemeenten aan den zeekant.

Een lid verlangt dat het gezondheidskundig toezicht in het Brusselsch slachthuis worde versterkt.

Een lid klaagt over het bederven van het Rupelwater door het Zennewater.

De begrooting wordt goedgekeurd met 12 stemmen tegen 2.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

I.

LANDBOUW.

De Middenafdeeling brengt hulde aan het Departement van Landbouw, dat sedert bijna vier-en-twintig jaar met goed gevolg ijvert voor den bloei van een deraanzienlijkste takken van 's lands rijkdom en voor de opbeuring van hen die zich op landbouw toeleggen.

In vroegere verslagen bewezen wij met onweerlegbare cijfers welke uitslagen reeds werden verworven, dank zij een verlicht bestuur.

* * *

De Middenafdeeling laat er zich niet op voorstaan dat zij nieuwigheden verkondigt, wanneer zij voorbeelden aanhaalt en aantoonst dat er nog vooruitgang is te verwezenlijken op 't gebied van landbouw. Met de oplossing van het meerendeel der vraagstukken werd een aanvang gemaakt. De Middenafdeeling drukt enkel den wensch uit, dat daaraan de verlangde uitbreiding zal worden gegeven. Mocht een of andere van de aanbevolen maatregelen ontoereikend schijnen, zij zou met voldoening zien dat deze maatregel werd vervangen door eene betere oplossing.

Belangrijkheid van den landbouw.

Niemand betwist de hooge belangrijkheid van den landbouw in ons land.

De boerenklas is, eensdeels, de talrijkste van al de arbeidersklassen. De landbouw is daarenboven eene der voornaamste bronnen van 's lands rijkdom.

De jaarlijksche landbouwvoortbrenging bedroeg, in 1880, een milliard 600 millioen frank! Deed men eene gelijksoortige raming voor 1907, dan zou men tegenover eene aanzienlijke verhooging staan.

Het ware wenschelijk insgelijks te bezitten eene schatting van den landbouwgrond, van de pachthoven, van het landbouw-kapitaal. Deze inlichtingen zouden toelaten al het belang van den landbouw in te zien. Dergelijke gegevens zouden ook van nut wezen voor de hofbouwkunde.

De Middenafdeeling drukt den wensch uit, dat de dienst der statistiek omtrent landbouw nauwkeurige inlichtingen te dien opzichte verstrekke.

* * *

Nut van wetenschappelijke en sociale studiën.

Het is noodig dat men zich nader inlicht over den huidige toestand, dat men weet welke leemten zijn aan te vullen, welke wenschen moeten bevredigd worden. Eerst dan wanneer wij nauwkeuriger en vollediger zijn ingelicht omtrent den toestand, kunnen de maatregelen zekerder en doelmatiger worden toegepast.

Met reden werd gezegd dat « de bekendheid met den bodem de grondslag van den landbouw is ».

Eene ernstige beschouwing van België's bodem, gesteund op wetenschappelijke waarnemingen, is niet nutteloos. Dewijl de landbouwer de eigenaardigheden van zijn land niet kent, verspilt hij vaak al te veel pogingen die tot geen uitslag leiden; vaak bekostigt hij nutteloos zijne meststoffen, gebruikt slechte zaadsoorten, en blijft zijne teelt onwetenschappelijk.

Vakmannen dienden den grond te bestudeeren; zij moeten bevoegd zijn ernstige onderzoekingen te doen en deze samen te vatten in een gezamenlijk verslag, ten einde wetenschappelijk te bewijzen wat België's bodem vereischt in de onderscheidene streken des lands.

Door de onderzoekingen van aard- en scheikundigen zal men ingelicht zijn over den oorsprong, de mineralogische en natuurlijke gesteldheid des bodems, zijn gehalte aan hoofdbestanddeelen; de landbouwkundige zal uitmaken in welke mate de door ontleding ontdekte bestanddeelen kunnen benuttigd worden, welke voorraad aan voedende stoffen voorhanden is; de plant- en de weerkundigen kunnen insgelijks kostbare bijdragen leveren tot aanvulling van de door de eerstbedoelden verworven inlichtingen.

Vele uitstekende vakmannen op landbouwgebied in Frankrijk, de Vereenigde-Staten en Duitschland, hebben het nut van dergelijk werk erkend. In België werd daarmee een aanvang gemaakt, na de beraadslagingen van eene commissie onder voorzitterschap van den heer Proost. De Middenafdeeling kan enkel den wensch uitdrukken dat het werk worde voltooid. Zij deed daaromtrent de volgende vraag :

VRAAG.

« Wat is er geworden van de wenschen der commissie voor de bestudeering van den Belgischen bodem, welker verslagen zijn verschenen in het *Landbouwblad* ? »

ANTWOORD.

« De studie over dit veelzijdig vraagstuk is nog niet afgelopen. »

De Middenafdeeling raadt de Regeering aan de werkzaamheden dezer commissie meer en meer spoed bij te zetten.

Behalve de wetenschappelijke studiën, dient men ook te bestudeeren alles wat in verband is met den socialen stand van den landbouwer. Is het niet ten gevolge van dergelijke studiën, geleid door de Regeering in 1886, dat zijn ontstaan al onze sociale wetten, welke België tot eer verstreken en welke de vreemdeling ons benijdt en tracht na te bootsen?

« Een van de beste middelen, schrijft een geleerde socioloog (1), voor de » openbare machten, om voor het welzijn der samenleving te zorgen, is het » land nauwkeurige inlichtingen te verstrekken, die alle verkeerde opvatting » wegnemen, dwalingen en misrekeningen voorkomen, de nuttige instellin- » gen gemakkelijker maken, door ons in staat te stellen de behoeften en de » hulpmiddelen te beoordeelen. Daarom mag men zeggen dat alle ernstige » werking van den Staat steunt op onderzoek. »

De heer Vliebergh, hoogleeraar te Leuven, maakte reeds een aanvang met zoodanig onderzoek in de Kempen. Het mag worden gezegd dat zijn verslag eene ware openbaring was, rijk aan nuttige inlichtingen. De Middenafdeeling spreekt den wensch uit, dat de Regeering zulke studiën zou aanmoedigen en aanprikken, dat zij uitgestrekt worden tot gansch het land.

Wensen der landbouwers.

Ieder jaar moeten de provinciale landbouwmaatschappijen aan de Regeering de wensen van de boeren doen geworden. De Middenafdeeling houdt het er voor, dat het een voortreffelijk stelsel is de belanghebbenden op die wijze te raadplegen, en zij zet de Regeering aan om eveneens de zienswijze van de vrije vereenigingen in te winnen. Zoo zal zij nog beter de behoeften van den nationalen landbouw kennen. In dat opzicht ware het wenschelijk dat de *desiderata* insgelijks worden medegedeeld aan de Kamer.

Overzicht van den vooruitgang, in den vreemde verwezenlijkt.

Terzelfder tijd als de tweevoudige wetenschappelijke en maatschappelijke studiën door de Middenafdeeling voorgesteld, kunnen sommige maatregelen, van aard om leemten aan te vullen en nuttige hervormingen te verwezenlijken, worden uitgebreid.

Daartoe dienen wij ons op de hoogte te houden van alle nieuwigheden op 't gebied van landbouw, welke in den vreemde ontstaan.

Den vooruitgang door de naburige landen verwezenlijkt nagaan, in België toepassen wat kan verwezenlijkt worden, de werkwijzen van anderen verbeteren: ziedaar de aan te wenden middelen om stand te houden in den economischen strijd en de welvaart van zijne bestuurden te verbeteren.

Een lid der Middenafdeeling, die deel nam aan het Congres voor zuivelbereiding in den Haag, kon aldus persoonlijk sommige landbouwsinstellingen in Nederland nagaan, welke hier insgelijks voorname diensten kunnen bewijzen. Hij merkte op dat de dienst der raadsmanen voor zuivel

(1) De Eerw. P. VERMEERSCH, S. J., *Manuel social*, blz. 169, een werk waaraan bij koninklijk besluit van 12 December 1907, de vijfjarige prijs van sociale wetenschappen voor 1902-1907 werd toegekend.

bereiding over gansch Nederland is verspreid, dank zij den ondernemingsgeest der vrije maatschappijen.

Te Wageningen, bestaat een hooger landbouwinstituut, waarvan sommige afdeelingen proefnemingen moeten doen en de landbouwers inlichten. Te Rotterdam werd een instituut van serotherapie gesticht, dat wonderwel is toegerust. Het bestuur van den landbouw zelf werd sedert 1902 in Nederland heringericht op zeer practische grondslagen.

Op het Wereldcongres te Weenen, was men getroffen door de pogingen en de opofferingen welke de Oostenrijksche Regeering zich getroost in 't belang van de landbouwwetenschap. De bewonderenswaardige inrichting van het Landbouwkundig Instituut te Weenen, van de proefhoeve, van een nieuw gesticht voor het beproeven van landbouwmachines, verdient aangehaald te worden.

De Belgen die onlangs het Congres voor gezondheid te Berlijn bijwoonden, konden zich overtuigen van de goede inrichting der gezondheidsdiensten in Duitschland.

* * *

De volgende vragen werden de Regeering gesteld :

VRAAG.

« Denkt de Regeering niet in België eene instelling tot stand te brengen voor het onderzoeken van de zaden, zooals er een bestaat te Weenen en te Wageningen (Nederland) ? »

ANTWOORD.

« De ontledings-laboratoriums van den Staat onderzoeken reeds de zaden met het oog op de zuiverheid, de kiemkracht en de kruidkundige bepaling van de uitheemsche zaden.

» De vraag, door de Middenafdeeling gesteld, wordt thans grondig onderzocht. »

VRAAG.

« Denkt de Regeering in België een serotherapisch gesticht in te richten zooals er een bestaat te Rotterdam ? »

ANTWOORD.

« De Nederlandsche Regeering heeft in 1904 te Rotterdam een serotherapisch Instituut tot stand gebracht, dat verschillende soorten van entstof en serum voortbrengt, vooral die welke bestemd zijn voor den gezondheidsdienst der huisdieren.

» Bedoeld gesticht is daarenboven belast met de opsporingen betreffende de ziekten der huisdieren welke nog niet goed gekend zijn en met de wetenschappelijke studie betreffende de verordeningen over de longtering. Al de kosten van dat gesticht worden door den Staat gedragen.

« België bezit geen soortgelijk gesticht, maar de Staat stelt kosteloos ter beschikking van de landbouwers : a. de entstof tegen de bacterische koolziekte; b. de entstof tegen bacteridische koolziekte en c. den serum tegen den rooden uitslag bij de varkens.

» De entstof tegen de bacteridische koolziekte wordt geleverd door de maatschappij Pasteur, de bacterische entstof door een huis van Parijs. De serum tegen den rooden uitslag wordt geleverd door den heer Scholl, veearts te Gembloers, de malléine door het Instituut Pasteur te Parijs. Daarenboven bezit de veeartsenijsschool in voorraad een serum tegen de huidkoorts, aangekocht in het Instituut Pasteur te Parijs en bestemd voor den verkoop.

» Het kosteloos afleveren van de entstoffen tegen koolziekte en van het serum tegen rooden uitslag gaf in 1906 aanleiding tot eene uitgaaf van 44,783 frank. Voor het jaar 1907, zal die uitgaaf nagenog 60,000 frank bedragen.

» Het landbouwbestuur bezigt daarenboven, in omstandigheden bepaald bij de verordeningen, eene groote hoeveelheid tuberculine voor het opsporen van de brandpunten van longtering bij het vee, en het wendt malléine aan als proefmiddel tot het opsporen van de gevallen van snot bij de paarden.

» Anderdeels volgt de Regeering met belangstelling elken vooruitgang der veeartsenij en moedigt zij de werken aan welke uitgaan van privaten ondernemingsgeest.

» Zoo werd haar sedert 't begin van 1906 de tuberculine geleverd door het laboratorium van den heer Heymans, hoogleeraar te Gent, die zich door deze levering gedeeltelijk kwijtte van het bedrag der toelagen, door den Staat verleend voor zijne opzoekingen betreffende het aanwenden van entstof tegen longtering.

» In den laatsten tijd geschieden er ook vrijwarende inenting tegen den buikloop bij kalveren, met een serum uit Duitschland. Die proefnemingen leverden goede uitslagen op.

» Dus wordt er thans voorzien in het meerendeel der behoeften waaraan het Instituut te Rotterdam beantwoordt. Het Departement zal evenwel met gansch bijzondere aandacht onderzoeken of er nog andere maatregelen dienen genomen te worden om bedoelde opsporingen en studiën nog meer te bevorderen.

VRAAG.

« Professor Heymans deed, met het behulp van het bestuur, eene reeks proefnemingen voor het inenten van het vee tegen longtering. De Middenafdeeling zou den heer Minister dank wijten, wilde hij haar melden hoe het thans met dat vraagstuk is gesteld. »

ANTWOORD.

« Professor Heymans heeft in 1906 en in 1907, met behulp van het Ministeren van Landbouw, zijne proefnemingen voortgezet voor het inenten van 't vee tegen de longtering.

» Hij werd gemachtigd tien duizend stuks vee in te enten. Deze bewerking veroorzaakte geene ongevallen.

» Zooals men weet, heeft professor Heymans ter zitting van 23 Februari 1907 der Koninklijke Academie van geneeskunde de uitslagen van sommige zijner eerste proefnemingen bekend gemaakt.

» In haar antwoord op eene vraag, daarover gesteld door de Middenafdeeling belast met het onderzoeken van de begrooting van landbouw voor 1907, drukte de Regeering hare hoop uit dat de entstof van den heer Heymans zal kunnen aangewend worden voor het bestrijden van de longtering bij het vee. Niets heeft die hoop verzwakt. Evenwel, alvorens het stelsel van den heer Heymans als officieelen voorkomingsmaatregel toe te passen, moeten nog verscheidene punten worden opgehelderd. Daarom ook werd bij ministerieel besluit van 22 April 1907 eene commissie ingesteld om het bestuur haar oordeel te doen kennen over de practische waarde van de inenting tegen longtering, naar de voorschriften van professor Heymans.

» Deze commissie is voornemens met dat doel eene reeks toezichtsoptochten te doen van verschillenden aard, die noodzakelijk tamelijk veel tijd zullen vergen. »

Staatslandbouwkundigen.

De landbouwwetenschap wordt vooral door toedoen van de Staatslandbouwkundigen verspreid. Het schijnt nuttig de diensten te herinneren, die zij bewijzen door hunne voordrachten, schriftelijke en mondelinge raadgevingen.

Onderstaande cijfers geven gedeeltelijk een begrip van de bedrijvigheid onzer landbouwkundigen; zij hebben niet alleen mondelinge raadgevingen te doen, maar moeten ook artikelen ter verspreiding der landbouwwetenschap leveren aan vakbladen, alsmede landbouwleergangen voor volwassenen inrichten en er toezicht over houden, leergangen van hofbouw, van boomteelt, moesteeft, bijenteelt, hoenderenteelt, en meer andere; ze zijn daarenboven belast met het besturen van onze tijdelijke landbouwhuishoudscholen, alsook met ons landbouwonderwijs.

Getal voordrachten, schriftelijke raadgevingen en reizen door de landbouwkundigen geleverd van 1895 tot 1906.

	VOORDRACHTEN						SCHRIFTELIJKE RAADGEVINGEN						REIZEN					
	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1895	1896	1897	1898	1899	1900
Te zamen.	640	643	608	628	503	472	1472	1635	1793	1960	1882	1422	3750	3801	3762	3723	3797	4261

	VOORDRACHTEN						SCHRIFTELIJKE RAADGEVINGEN						REIZEN					
	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1901	1902	1903	1904	1905	1906
Te zamen.	476	591	791	844	823	870	1600	1886	2463	2597	2159	2460	4602	4664	4568	4343	4487	4597

Door een lid werd de gedachte geopperd de landbouwkundigen ieder met een bijzonderen dienst te belasten. De proef welke genomen werd door een landbouwkundige uitsluitend te belasten met de studie der hopteelt, leverde de beste uitslagen op. Uitgaande van deze proefneming, prijst men de algemeenmaking van dien maatregel aan, en de indeeling van den dienst der landbouwkundigen per provincie en per vak.

Dergelijke maatregel zou echter hevig verzet uitlokken vanwege andere leden, die doen opmerken dat een landbouwkundige, ter plaatse zijnde, bevoegd is om al de vakken van den landbouw te behandelen en dat men derhalve deze inrichting nutteloos nog meer ingewikkeld zou maken.

Eene juiste middelmaat vinden, dat ware het ideaal; in elke provincie dienden landbouwkundigen te worden belast met het algemeen gedeelte en met het bestuursgedeelte, en daarenboven behoorde men, ingeval de noodzakelijkheid daarvan is bewezen, aan eenige dezer ambtenaren eene bijzondere taak op te dragen, zonder dat dezen evenwel ondergeschikt zijn aan eerstbedoelden.

De ijver van deze ambtenaren bewijst ons dat men hun eenen stand moet bezorgen waarop zij aanspraak mogen maken; dat hunne jaarwedden verhoogd moeten worden en hunne verplaatsingskosten gelijkgesteld met die van de beambten bij den veeartsenijdienst, bij het toezicht over de voedingswaren en andere diensten van dien aard.

In zake van verplaatsing, doen wij opmerken, dat zoo de landbouwkundige een belezen man moet zijn, zijne echte plaats veeleer de hofstede is, om den landbouwer in te lichten en te onderwijzen, veel meer dan zijn studiekabinet.

Ten einde deze verplaatsingen en dagelijksche bezoeken bij den landbouwer gemakkelijker te maken, zijn sommige leden van oordeel dat vrij verkeer op den spoorweg, binnen zijn gebied, volkomen gerechtvaardigd zou wezen.

*
* * *

Naar aanleiding van het huishoudonderwijs en van de ontwikkeling dier verplaatsbare scholen, werd de navolgende vraag gedaan :

VRAAG.

« Het huishoudonderwijs breidt zich op den buiten uit door middel van twee scholen per provincie, die in iedere gemeente leergangen geven, welke vier maanden duren,

« Wat zijn daarvan de uitslagen ? »

ANTWOORD.

« Verschillende instellingen dragen tegenwoordig bij tot verspreiding van het huishoudonderwijs in zake van landbouw, te weten :

- a) 10 verplaatsbare huishoudscholen ;
- b) 3 afdeelingen voor het landbouwberoep ;
- c) 1 bestendige huishoudafdeeling voor landbouw ;

d) 15 bestendige huishoudscholen voor landbouw.

« Volgens de verslagen der ambtenaren, die over dat onderwijs moeten toezicht oefenen, worden de leergangen goed gevolgd en leveren zij goede uitslagen op.

» De verplaatsbare landbouw-huishoudscholen vooral bewijzen uitstekende diensten, die zeer gewaardeerd worden, te oordeelen naar het gunstig onthaal dat haar te beurt valt ».

Landbouwtentoonstellingen.

VRAAG.

« Kan men op de begrooting van landbouw geen krediet van vijftien-duizend frank uittrekken voor toelagen aan de landbouw- en tuinbouwtentoonstellingen in den vreemde? »

ANTWOORD.

« Om redenen van orde en rekenplichtig beheer, is er beslist al de kredieten voor het inrichten van tentoonstellingen in den vreemde, in eenen dienst te vereenigen op de begrooting van 't Ministerie van Nijverheid en Arbeid, tot welks bevoegdheid die tentoonstellingen behooren. »

Sprekende van landbouwtentoonstellingen, doet de Middenafdeeling opmerken dat er in de laatste jaren meer en meer pogingen werden gedaan voor het verbeteren van het kleine vee, de varkens, de geiten en de schapen.

Deze strekking om belangstelling te betoonen aan de mindere landbouwers en de landelijke werklieden, dient meer en meer aangemoedigd te worden.

Daarom worden belangrijke congressen ingericht, en uitgebreide bonden tot stand gebracht.

De Middenafdeeling zou van oordeel zijn, gezien den gansch bijzonderen toestand van België met het oog op de verbrokkeling van de landerijen, deze strekking aan te moedigen, door namelijk om de twee of drie jaren een grooten nationalen wedstrijd in te richten voor klein vee, zooals gedaan wordt voor paarden en hoornvee.

*
* * *

Tegenwoordige toestand van den tuinbouw in België. — Middelen om hem te verbeteren.

Al de vakken van 's lands tuinbouw namen eene aanzienlijke uitbreiding. De tuinbouw neemt bezit van de gronden die tot nogtoe voor den eigenlijk gezegden landbouw dienden.

Inderdaad breidt zich krachtteelt meer en meer uit en vooral is dit het geval met de warmoesteelt.

Nauwelijks enkele jaren geleden, werden de groenten slechts rond de groote steden aangekweekt en dit alleen voor het onmiddellijk verbruik. Werd er te veel voortgebracht, dan vond men geen koopers meer.

Thans is de voortbrengst van groenten meer uitgebreid, dank zij de fabrieken van ingemaakte groenten, die al de voortgebrachte hoeveelheid bemachtigen, dank ook aan de gemakkelijke uitvoermiddelen voor sommige produkten.

Om te zien hoe aanzienlijk de nijverheid der ingemaakte groenten is, heeft men zich maar te begeven naar de plaatsen waar die fabrieken werken (Mechelen, Leuven, Wespelaar, Duffel, enz.) en dan zal men bespeuren welke overgrootte hoeveelheid moesgroenten aldaar wordt bereid ter verzending naar de verschillende landen der geheele wereld.

In die streken brengt men vooral voort aspergiën, erwten, boonen, tomaten, bloemkool, selder, vroege aardappelen, spinagie, schorseneelen, rhubarber, witloof en brusselsche spruiten.

In de omstreken dier fabrieken van ingemaakte groenten, verminderen de landbouwbedrijven merkelyk, want ieder landbouwer gebruikt een goed deel zijner akkers voor de warmoesteelt. Er niet alleen wordt er voortgebracht voor de markten van onze nijverheidsstreken, maar ook tot bevoorradiging dier fabrieken.

De *fruitboomteelt* nam ook eene overgrootte uitbreiding, vooral die onder glas; zij wordt meer en meer algemeen. Men kan wijzen op het voorbeeld van zekere gemeente van Brabant, die, met eene bevolking van 4,000 inwoners, 6,000 broeikassen voor perziken en druiven bezit.

De hoeveelheid voortgebrachte vruchten is overgroot. Verschillende gemeenten leveren niet alleen vruchten aan al de inlandsche markten, maar eene groote hoeveelheid daarvan wordt gestuurd naar den vreemde : Duitschland, Engeland en Amerika.

Het beschermingsgezinde Frankrijk stemde inkomrechten op onze wijndruiven. De Belgische druiventeelt werd er door getroffen. Maar nu nieuwe vertierwegen, met name Engeland en Amerika, werden gevonden, verkrijgt de teelt hoe langer hoe meer uitbreiding.

Niet alleen ontwikkelde de boomteelt onder glas zich aanzienlijk, maar ook de beplantingen in volle lucht nemen jaarlijks meer en meer toe. De boomgaarden vermenigvuldigen zich en ieder seizoen worden er met duizendtallen jonge fruitboomen geplant.

Ook ontwikkelen zich hoe langs zoo meer onze kweekerijen van fruit- en sierboomen.

In de omstreken van Wetteren, Mechelen, Putte-bij-Mechelen, Onze-Lieve-Vrouwe-Waver, Scherpenheuvel, Calmpthout, Lokeren, Beernem, enz., vindt men alom beroemde boomkweekerijen.

De voortbrengselen onzer boomgaarden zijn een groote hulpbron voor onzen landbouw. De landbouwtelling in 1906 bewijst ons dat onze boomgaarden 63,570 hectaren gronds beslaan.

Van de aanzienlijke ontwikkeling der *bloementeelt* kan men zich, iederen morgen, rekenschap geven in de verschillende hallen waar bloemen worden verkocht. Wij kennen tuinbouwinrichtingen die jaarlijks naar Parijs eene groote hoeveelheid afgesneden rozen uitvoeren, waar Frankrijk ons die geurlooze rozen uit het zuiden stuurt, die zoowat overal in de groote steden worden verkocht.

Ook vindt men rond de groote steden talrijke tuinbouwinrichtingen, die jaarlijks groote hoeveelheden afgesneden bloemen leveren. Dikwijls houden deze tuinbouwers zich ook bezig met het kweken van tomaten en aardbeziën, wanneer hunne broeikassen zonder bloemen zijn.

Rond Gent en Brugge heeft de bloementeel zich op wonderbare wijze uitgebreid.

Daar kweekt men vooral de indische azalea, den edelen laurierboom, de knolvormige begonia, planten welke over de gansche wereld verzonden worden.

In de omstreken van Gent geschiedt die teelt door eenvoudige pachters die hunne voortbrengselen aan de groote tuinbouwinrichtingen verkoopen.

Die bekomen uitslagen zijn schoon. Vrijelijk mogen wij zeggen dat de tuinbouw een der voornaamste vakken van den landbouw geworden is.

Maar waaraan dankt men dien verkregen uitslag?

1° Aan de noodzakelijkheid voor den landbouwer om meer krachtteelt te beoefenen, bijgevolg aan zijnen grond zooveel vruchten te doen voortbrengen als mogelijk is.

Daar de bevolking ieder jaar toeneemt, zijn er vooreerst meer voortbrengselen noodig en diezelfde reden brengt vaak verbrokkeling van groote eigendommen en landbouwbedrijven mede.

Op één hectare moesteeitgrond, van eenige broeikassen en ramen voorzien, vindt een heel gezin werk en broodwinning; voor denzelfden uitslag zijn er ten minste 5 of 6 hectaren landbouwgrond noodig.

De grond eener inrichting voor bloementeel is soms niet grooter dan het vierde eener hectare.

2° Aan het tuinbouwonderwijs.

Reeds in de lagere school bereidt de onderwijzer in de belanghebbende streken de kinderen der landbouwers voor, om later de teelt methodisch in te richten; daarenboven bereidt hij ze voor, om, wanneer zij wat ouder geworden zijn, met vrucht de voordrachten te volgen die thans in al de tuinbouwcentrums worden gegeven en onbetwistbaar zeer groote diensten bewijzen. De onderwijzers worden met zorg gekozen op aanbeveling der belanghebbende genootschappen. Een leergang van bekwaamheid werd onlangs voor deze voordrachthouders ingericht.

Vóór eenigen tijd stelde de Minister van Landbouw lagere beroepscholen voor tuinbouw in, waar 's Zondags en, bij winterdag, des avonds in de week, lessen gegeven worden.

Die scholen, waar het practisch en theoretisch onderwijs wordt gegeven door bevoegde en ijverige leeraars, bewijzen zeker veel dienst aan de landbouwers.

Vervolgens hebben wij onze Staatstuinbouwscholen te Vilvoorde en te Gent, alsook de gesubsidieerde scholen te Luik, Bergen, Doornik en Carlsburg, die in een dubbel opzicht, theoretisch en practisch, bekwame mannen vormden en nog vormen. Die scholen staan trouwens onder toezichtsraden, waarvan de hoogste notabiliteiten en de beste vakmannen van de tuinbouw-wereld deel uitmaken.

5° Aan de tentoonstellingen, congressen, enz., zoovele aanmoedigingen voor den tuinbouw. Ook zijn al de tuinbouwkundigen, moestelers, boom- en bloemkweekers het Ministerie van Landbouw dankbaar om al wat ten bate van den tuinbouw werd gedaan.

*
* * *

Nochtans moeten nog enkele verbeteringen ten gunste van den landbouw worden ingevoerd.

Daar, wel beschouwd, de tuinbouwnijverheid een zeer gewichtige en bepaalde tak is van den landbouw, schijnt het redelijk in zekere mate aan te duiden welke de technische en administratieve dienst is die voor zijne ontwikkeling noodig is. Voor de boschteelt bestaat reeds sedert lang een bijzonder bestuur.

Zoo kunnen de landbouwers zich wenden tot den staatslandbouwkundige hunner streek om van hem al de inlichtingen te bekomen die zij noodig hebben, met het oog op hunne teelt en het bouwen van hunnen grond.

In landbouwopzicht werkt die inrichting wonderbaarlijk, bewijst zeer groote diensten, en de landbouwers zijn daarover zeer voldaan. Voor de boschteelt bestaat een dergelijke dienst, zeer goed ingericht.

Voor de tuinbouwers is 't niet altijd zoo. Deze kunnen zich wenden tot de tuinbouwvoordrachthouders, tot de leeraars der tuinbouwscholen, tot de kweekershoofden van den botanischen hof, die met gewenschte bevoegdheid inlichtingen geven. Maar zij wenden zich niet veel tot die specialisten, omdat deze niet genoeg bekend zijn. Het ware goed eene lijst op te maken van hen, die door hun ambt ten dienste moeten staan der belanghebbenden.

Er zijn voordrachtgevers voor tuinbouw die klagen dat over hen nazicht wordt uitgeoefend door landbouwingenieurs. De *Tribune horticole* vertolkte nog hunne eischen in hare nummers van 2, 9 en 16 November laatstleden.

Er is een gemakkelijk middel om hun voldoening te schenken door een bijzonder nazicht in te richten op verschillende punten des lands.

Daar wij in de verschillende streken staats- en gesubsidieerde tuinbouwscholen hebben, ware er misschien middel de professors teelthoofden dier inrichtingen met dat nazicht te belasten.

Zij die in die scholen lessen geven zijn van zelf aangewezen daar zij én tot het onderwijs behoren én met de teelt zijn belast en aldus op de hoogte zijn elk in zijn vak.

Daar de meeste voordrachten worden gegeven des Zondags en minder dikwijls des avonds in de week, konden die ambtenaars, zonder hunnen dienst eenigszins te verwaarloozen, met die taak belast worden.

De inrichting van dien dienst zou niet zooveel kosten, want het ware voldoende om de twee of drie jaar een rondgang te doen.

*
* * *

Het ware hoogst nuttig, in ons land op te nemen al wat tuinbouw aanbelangt, zooals dit in Nederland geschiedt.

Zoo lezen wij in de *Verlagen en Mededeelingen* van het Ministerie van

Landbouw, dat in 1903, in de verschillende Nederlandsche provinciën, het aanzienlijk getal van 1,723,033 meter vierkant met glas gedekte broeikassen in gebruik waren, ten behoeve der warmesteelt. Wij vinden er ook in, dat men jaarlijks voor 50 miljoen gulden groenten uitvoert.

Nuttig zou het zijn te weten voor welke som ons land groenten uitvoert.

Deze inlichtingen, en meer andere nog, betreffende tuinbouw, kunnen openbaar gemaakt worden in het *Landbouwblad*, tot groot voordeel en dienst van den tuinbouw.

Kortom : 1^o Het zou nuttig zijn, onder de leeraren in tuinbouwkunde, en in de eerste plaats onder de leeraren van groententeelt, in onze tuinbouwscholen raadgevers voor tuinbouwkunde te benoemen, en deze te belasten met een dienst van inlichtingen voor de landbouwers ;

2^o Dezelfde ambtenaren te belasten met het toezicht over de voordrachten betreffende tuinbouwkunde ; deze voordrachten worden 's Zondags gehouden ; dus kunnen de raadgevers dergelijke taak op zich nemen, zonder hunnen gewonen dienst te schaden ;

3^o Deze inrichting zou een dubbel voordeel opleveren :

a) Een dienst instellen die de tuinbouwers voldoening schenkt ;

b) Niet te duur kosten ; eene vergoeding voor die ambtenaren kan volstaan ;

4^o In het *Landbouwblad* dienen te verschijnen : de uitslag der proefnemingen over tuinbouw, de uitslag van de opneming der tuinbouwinstellingen in België, de degelijkste wijze van tuinbouw ; aldus zou dat blad niet alleen zijn nut hebben voor den landbouw, doch ook voor 's lands tuinbouw.

De volgende vraag werd tot de Regeering gericht :

VRAAG.

« De bestuursraad der tuinbouwschool te Gent vroeg om toelating tot het aankopen van een stuk grond, voor de uitbreiding van het tuinbouwonderwijs. Kan de Regeering dit voorstel tot aankoop niet bespoedigen ? »

ANTWOORD.

« De Regeering heeft deze zaak niet uit het oog verloren, doch, ten gevolge van den hoogen prijs dien men vroeg voor het aan te koopen stuk grond, werden de onderhandelingen geschorst en moet men naar andere oplossingen uitzien. »

II.

WATERS EN BOSSCHEN.

Dit beheer heeft tot plicht de herstelling van het beboschte Staatsdomein te bewerken, en in de eerste plaats rijke houtsoorten voort te brengen. Het dient aan particulieren over te laten vooral harsachtige boomen te kweken, want zware boomen vergen te veel tijd, en vinden te weinig afzet om te kunnen hopen dat particulieren zich daarmede inlaten.

Met het oog op dien toestand, kan men onderzoeken of het niet wenschelijk zou zijn, geldelijken bijstand te verleenen aan gemeenten die dergelijke bosschen zouden aankooopen.

Het gebied der ambtenaren is thans veel te uitgestrekt; het bedraagt soms 11,850 hectaren (gemiddeld 6,500). Wellicht ware 't raadzaam het voorbeeld van Duitschland te volgen en talrijker cantonnementen te maken.

Voor het bebosschen der duinen aan de kust, zijn de ambtenaren van het boschbeheer, dank zij hunne studiën, bijzonder bevoegd. De Dienst van bruggen en wegen zou zich meer tot hen moeten wenden, en soms tijdelijk ambtenaren van het boschbeheer in dienst nemen.

Op elk gebied is proefondervinding nuttig; de dienst der proefondervindingen in zake bosschen, diende dus uitgebreid te worden, en er zou moeten onderzocht worden of het niet mogelijk is een onderzoekspost in te richten, naar het voorbeeld van verschillende landen in Duitschland, van Oostenrijk, Zwitserland en Frankrijk.

Evenals, voor de landbouwkunde, zooals wij deden opmerken, is het ook raadzaam, de studiën in vreemde landen te vergemakkelijken ten behoeve van het jonge technische personeel van het boschbeheer.

III.

OPENBARE GEZONDHEID

Naast het zeer belangrijke beheer van landbouw, wateren en bosschen, behoort ook tot de bevoegdheid van het Ministerie van Landbouw, de openbare gezondheid en de wegen, die niet minder aanzienlijke belangen regelen.

Zooals het overigens past, krijgen de verschillende diensten meer en meer uitbreiding en eene meer bepaalde bijzondere bestemming. Meermaals werd in de Kamer de wensch uitgedrukt, om den dienst der openbare gezondheid meer uit te breiden.

Het beheer van den dienst der openbare gezondheid werd heringericht en afgescheiden van de gemeentewegen waarmede het vereenigd was. Door dezen maatregel kan eene meer redematige richting worden gegeven aan de werkzaamheden van dezen dienst, en deze zal zich vrijer kunnen bewegen.

Het heringerichte beheer nam reeds belangrijke maatregelen die vermelding en aanmoediging verdienen.

Laten wij vermelden dat, door toedoen van den dienst der openbare gezondheid, studiën worden gedaan over het onschadelijkmaken van drinkbaar water, het verwijderen van ijzer uit ijzerhoudend water, het zuiveren van bezinksel bevattend water. Doorgaans draagt de Regeering voor een derde bij in al de gezondheidswerken, door gemeenten uitgevoerd. Doch sedert dat het rioolwater wordt gezuiverd, het drinkwater onschadelijk gemaakt, ontdaan van zijn gehalte aan ijzer, dat men allerhande middelen aanwendt om het te verbeteren, hoeft men vaak nieuwe stelsels toe te passen, welker degelijkheid nog onbekend is. Alvorens ze in praktijk te stellen, kwam men op de goede ingeving er ernstige proeven mede te nemen,

want daartoe zijn de gemeenten niet in staat. De studiën dienen niet alleen om de Regeering in te lichten voor het verleen van toelagen, maar ook de talrijke gemeentebesturen, aangaande de door hen aan te nemen ontwerpen.

Het vraagstuk van het drinkwater verdient hare grootste aandacht : België bezit niet genoeg voorraad aan drinkwater. De Hoogere Raad van gezondheid heeft een onderzoek ingesteld naar het drinkwater in België en dat dient te worden aangevuld naar gelang er nieuwe inlichtingen komen. De Regeering moet zich steeds bezorgd toonen om de zuivering van riool- en fabriekwater, dat onze waterloopen bederft, want dit is een veelzijdig vraagstuk, dat de Staat heeft te onderzoeken.

*
* * *

Het toezicht over de eetwaren wordt zeer doelmatig toevertrouwd aan den dienst der openbare gezondheid. Inderdaad, de wet geeft aan de Regeering het recht reglementen te maken en toezicht te houden over de eetwaren om de openbare gezondheid te vrijwaren ; zou het niet nuttig zijn die reglementen te herzien en te vereenvoudigen ? Ik doel vooral op de drie belangrijkste voedingsmiddelen : melk, boter en vleesch. Hunne onschadelijkheid moet gewaarborgd worden. De melk, bij voorbeeld, houdt dikwijls de baciël der toring in ; ware 't niet raadzaam te onderzoeken welke maatregelen te nemen zijn om de besmetting te beletten ?

Een lid beveelt het ontwerp aan van regeling, opgesteld door eene commissie van de Nationale Melkerijmaatschappij, onder voorzitterschap van den heer Maenhaut.

VRAAG.

« Acht het beheer der openbare gezondheid niet raadzaam toelagen te verleen aan de gemeentebesturen die stortbaden bij de scholen inrichten? »

ANTWOORD.

« De kredieten tot de beschikking gesteld van het Ministerie van Landbouw, bij artikel 31 der begrooting, worden uitsluitend gebruikt tot het tegemoetkomen van werken, die tot hoofddoel hebben, verbetering der openbare gezondheid, en waaruit al de ingezetenen eener gemeente voordeel kunnen trekken, als daar zijn : waterleidingen, riolen, slachthuizen, openbare badinrichtingen.

» Hebben dergelijke werken eene meer bijzondere bestemming, zijn zij als het ware de aanvulling, de bijhoorigheid van andere inrichtingen, dan moet het beheer waarvan zij afhangen toelagen verleen, indien het nuttig blijkt.

» Stortbaden in de scholen zijn ontegensprekelijk van dien aard ; voorzeker staan zij in nauw verband met de openbare gezondheid, evenzeer als luchtverversching, verlichting en verwarming der schoollokalen, bouwen van speel- en turnzalen, inrichting van washtafels, kleedkamers, enz. Zij

maken onafscheidbaar deel uit van het *geheel*, dat de school vormt; de toelagen, bij voorkomend geval aan deze inrichtingen toegekend, moeten dus logisch genomen worden — zooals trouwens vroeger geschiedde — op de gelden waarover het beheer van het lager onderwijs beschikt. »

IV.

OPENBARE WEGEN.

Ondanks alle pogingen van wege het Ministerie van Landbouw en van wege talrijke gemeentebesturen, laten de buurtwegen in België nog veel te wenschen over. Groote, doch ontoereikende vordering werd deze laatste jaren gemaakt.

Wij zullen niet in 't lang en 't breed, het vraagpunt van de rangschikking der wegen behandelen; dit deden wij reeds de vorige jaren, en namelijk in ons verslag over de begrooting van 1907.

Nochtans werden in de Middenafdeeling verschillende denkbeelden uiteengezet.

Er is namelijk gevraagd om de toelagen te verhoogen, aan de gemeenten verstrekt, ten einde de buurtwegen met steenslag te beleggen; om dringende maatregelen te nemen, opdat voor het onderhoud der buurtwegen van groot verkeer toelagen worden verleend.

VRAAG.

« Verleden jaar werd een krediet van 1,000,000 toegestaan om de provinciën en gemeenten te helpen in het onderhoud der buurtwegen van groot verkeer.

» Zou de heer Minister ons wel willen zeggen, of dit krediet uitgedeeld werd en of het een merkwaardigen nitslag heeft opgeleverd ? »

ANTWOORD.

« Om toelagen te verleen voor het onderhoud van wegen van groot verkeer, moeten de werken aanbesteed worden. Het voorbereidend werk van rangschikking der wegen, door de Regeering aan de provinciën gevraagd, bracht zooveel vertraging voort, dat tot heden in de provinciën niet kan overgegaan worden tot aanbesteding.

» De uitslagen der tegemoetkoming van den Staat in de uitgaven ten gevolge van de toepassing van het nieuw stelsel, kunnen enkel na eenige jaren naar waarde beoordeeld worden. »

Politie op het vervoer.

Er is aangedrongen op de herziening van de politie op het vervoer. Deze maatregel dringt zich op. Men stelde voor, het gewicht dat op buurtwegen mag vervoerd worden, te beperken.

Vaak gebeurt het dat gemeentebesturen, die opperbest hunne wegen onderhouden, deze zien beschadigen door de al te zwaar geladen wagens van een enkel koopman; en die gemeentebesturen staan onmachtig tegenover zulk misbruik. De politie op het vervoer dient dus bij hoogdringende herzien te worden.

Wielersporen werden aangelegd langs vele staatsbanen. Het rijwiel is thans het voertuig geworden dat iedereen bekostigen kan en dat door arbeiders en landbouwers wordt gebezigd. Men mag er dus op wijzen dat wielersporen langs zekere buurtwegen van 't grootste nut zouden zijn.

Voor het verkeer met motorwagens is het ook noodig het politiereglement te wijzigen; al te dikwijls gebeuren er ongelukken met doodelijken afloop. Er moet eene oplossing gevonden worden die 't leven der burgers beschermt, zonder nochtans de vorderingen te stremmen van die nieuwe wijze van vervoer, die een onmetelijke stap vooruit is, en bestemd om ons in de toekomst groote diensten te bewijzen.

Voor nauwelijks eenige jaren was het rijwiel een weeldeartikel, thans kan eenieder het bekostigen; het is bij uitnemendheid het volksvoertuig.

Wie kan zeggen wat de lotsbestemming van het motorrijtuig is?

Van heden af moeten er dringende maatregelen genomen worden. Verschillende oplossingen werden voorgestaan, de Senaat houdt er zich op 't oogenblik mede onledig. Het is te hopen dat men eene oplossing vinden zal die aller belangen voldoening schenkt, zonder het gemeen recht te buiten te gaan.

De aandacht der Middenafdeeling werd gevestigd op een tegenstrijdigheid in zake van verkeer per motorrijtuig. Bij koninklijk besluit worden de motorbestuurders verplicht twee platen op hunne rijtuigen te vestigen. Doch het Bestuur levert er slechts eene voor elk rijtuig. Bestuurders werden aldus voor de rechtbank gedagvaardigd wegens overtreding van het algemeen reglement, en een arrest van het Hof van Cassatie stelde vast dat inderdaad het Bestuur slechts ééne plaat afleverde van de twee door het koninklijk besluit vereischt.

De volgende vraag werd gesteld.

VRAAG.

« De herziening van het reglement op het verkeer eischt spoed. Zij behoort tot de bevoegdheid van 't Ministerie van Landbouw, en van dit der Openbare Werken.

» Zou de heer Minister ons niet kunnen zeggen, of er eerlang een wetsontwerp wordt ingediend? »

ANTWOORD.

« Een ontwerp tot wijziging van dat gedeelte van het reglement over de politie op het vervoer, dat betrekking heeft op het verkeer met motorrijtuigen, werd opgesteld en wordt thans onderzocht door het Departement van Openbare Werken.

» De algemeene herziening van de wet van 1^{sten} Augustus 1899 ligt ter studie; het Ministerie van Landbouw zal dit werk den noodigen spoed bijzetten. »

*Buitengewone uitgaven.***VRAAG.**

« Onder artikel 40, is eene buitengewone uitgave van 50,000 frank uitgetrokken voor doelmatige inrichting van het gesticht van Gembloers. Meermaals deed de Middenafdeeling uitschijnen dat het noodzakelijk is het landbouwinstituut in te richten op zoodanige wijze dat alle leeraars beschikken over de beste instellingen, zoo met het oog op de techniek als op het onderwijs. Zij verlangt te weten wat er in dit opzicht nog te doen is om de toerusting aan te vullen ? »

ANTWOORD.

« Het programma der verbeteringen, te verwezenlijken in het landbouwgesticht te Gembloers, staat in de inleidingsnota voor de toelichting der begrooting van Landbouw, dienstjaar 1908.

» De gansche inrichting zal voltrokken zijn in 1908, behalve die betreffende bedrijfs- en dierenkunde. »

De begrooting werd in de Middenafdeeling eenstemmig goedgekeurd.

De Verslaggever,

A. RAEMDONCK.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.

